

La guerre de la fibre optique est déclarée dans l'Ain

Technologie. La fibre optique est-elle le prochain Eldorado ? En tout cas, les sociétés s'arrachent le privilège de l'installer.

■ **La polémique**
Le torchon brûle entre le Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication (SIEA) de l'Ain et Orange. En cause, l'installation de la fibre optique sur la ville de Bourg-en-Bresse. Les deux entités prétendent s'en charger, le SIEA a même commencé les travaux sur la zone économique et le quartier de l'Alagnier, mais depuis décembre, Orange est entré dans la ronde et commencera le fibrage d'ici mai.

■ **Pour le SIEA, le procédé est limite**
Historiquement, c'est le SIEA qui a été le premier à se positionner sur la fibre optique dans l'Ain, dès 2005, « le premier à y croire », s'amuse Patrick Chaize, directeur de la structure. Ces évolutions technologiques de la dernière chance, le SIEA s'en est fait une spécialité, « que ce soit pour l'électricité ou Internet, nous avons toujours tenté de limiter les fractures ». Ces fameuses zones blanches qui déséquilibrent le département, ne desservant qu'un nombre limité de foyers. En 2005 donc, le SIEA « a frappé aux portes des opérateurs nationaux, dont Orange, dans l'idée de développer la fibre optique dans l'Ain. Mais personne n'était intéressé ».

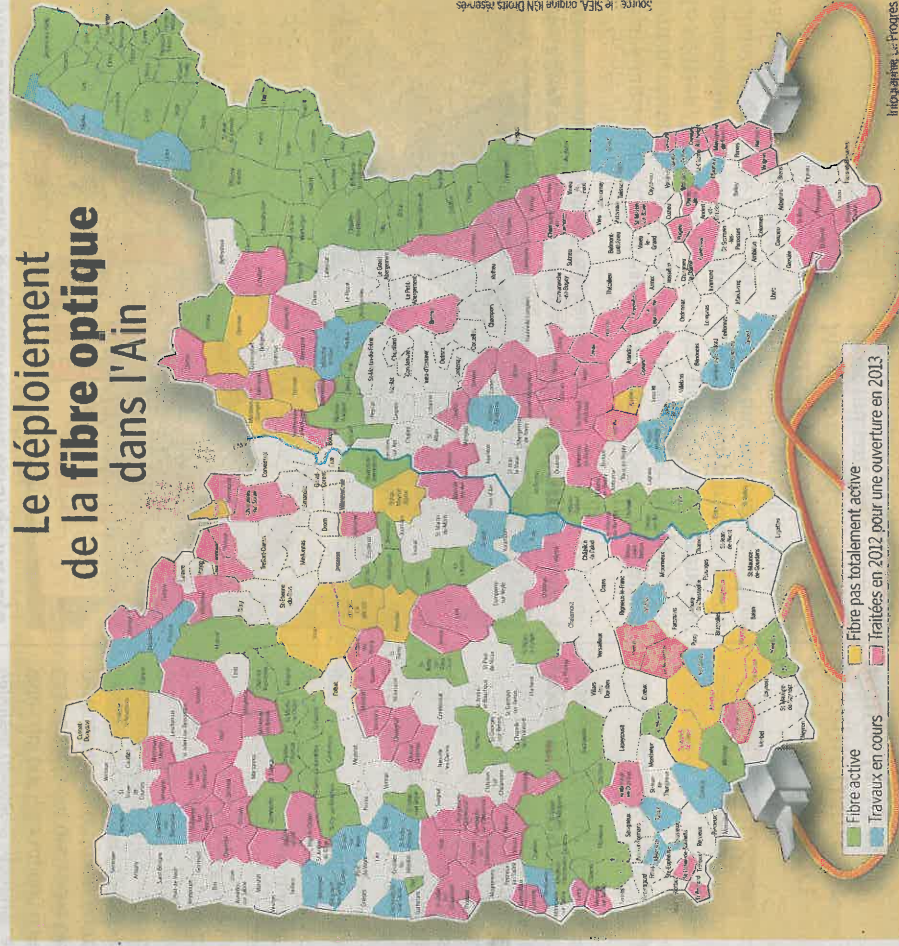
Le SIEA condamné pour avoir « squatté » des fourreaux de France Télécom

Les abonnées à la fibre optique de Versonnex et Billiat ont reçu un courrier de leur opérateur, leur annonçant la coupure du réseau Li@ain, ce 2 avril. En cause : un procès que le SIEA a perdu face à Orange, pour avoir illicitement utilisé les installations de France Télécom. Nadine Castellani, attaché de presse chez Orange explique que « lors d'un contrôle fortuit de maintenance, nous avons découvert que le SIEA, sans nous prévenir, avait tiré sa fibre optique dans nos installations ». Le problème, ce n'est pas l'utilisation de ces fourreaux, mais plutôt que ce soit fait sans l'accord d'Orange « alors que nous sommes tout à fait disposés à laisser le SIEA utiliser nos

D'abord parce que le retour sur investissement est très long : autour de vingt ans. Mais surtout parce que la fibre optique imposerait de repenser entièrement le réseau, voire de le créer, dans les zones non-denses. C'est pourquoi le SIEA a pensé un projet, en solo, à l'échelle départementale. France Télécom n'avait-elle pas senti le potentiel de la fibre optique ? « Disons plutôt qu'il n'était pas dans son intérêt de la développer », analyse Patrick

installations, du moment que les choses sont contractualisées. Car il faut aménager les fourreaux et veiller à la sécurité et au bon fonctionnement du réseau ». Le tribunal de grande instance de Bourg, le 30 mai 2011, condamne le SIEA à retirer ses câbles et à verser à France Télécom près de 25 000 €. Un jugement confirmé par la Cour d'appel, le 29 février. Dans son courrier de coupure, le SIEA explique que France Télécom leur refuse « l'utilisation des fourreaux, à titre locatif ou gracieux ». Nadine Castellani s'insurge : « C'est faux, tout ce que nous voulons, c'est travailler ensemble. Tout est encore possible », espère-t-elle.

Le déploiement de la fibre optique dans l'Ain



Source : le SIEA, origine IGN Données Réseaux
Illustration : Le Progres

En chiffres

416 des 419

communes ont voté en conseil municipal pour lui transférer la compétence et la mission de la fibre optique

90 millions d'euros

C'est ce qu'a déjà engagé le SIEA sur les 240 millions que coûterait le projet de fibrage complet du département.

25,8 millions d'euros

Le SIEA a pour partenaire l'Europe (8,8 millions), la Région (12 millions), le conseil général (avance remboursable de 5 millions). Le reste, « c'est de l'emprunt ».

n'est pas le cas de Bourg-en-Bresse. » Reste que ces câblages existent bien, alors l'Etat acceptera-t-il de subventionner Orange, pour une fibre optique déjà posée en partie ? Car Orange compte bien s'implanter sur Bourg-en-Bresse. L'opérateur ne comprend pas pourquoi la polémique enfle. « D'autant qu'il aurait été plus simple et moins onéreux pour les habitants de mutualiser nos moyens. Le SIEA aurait pu passer par nos infrastructures existantes, il suffisait de contractualiser tout ça », explique Nadine Castellani, attaché de presse d'Orange.

■ Ce qu'en pense l'Autorité d'arbitrage

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) est la plus qualifiée pour donner un avis : peut-on avoir deux réseaux de fibre optique sur une même zone ? Contactée depuis plus de trois semaines, l'Arcep ne sait toujours pas dire s'il est légal d'avoir plusieurs réseaux subventionnés sur un même territoire. M. Hernandez, du service de communication, a répondu d'une manière générale, se gardant bien de parler du cas particulier de Bourg : « Il serait stupide de se retrouver dans cette situation car il n'est pas économiquement rentable pour chaque opérateur de tirer ses propres fibres. C'est pour cela qu'il existe un cadre de co-investissement qui permet la mutualisation des moyens des intervenants ; » ■

Amandine Robert

Pour Daniel Guillot, directeur des relations avec les collectivités chez Orange, « on ne peut pas interdire le libre commerce en France ». L'entreprise « est libre d'installer son propre réseau fibre optique et de trouver des clients. Nous nous inscrivons totalement dans la démarche du gouvernement qui a lancé un appel à manifestation d'intérêt, l'an passé, concernant le développement du réseau en France ». La logique déployée par l'Etat, était « que les collectivités territoriales combinent les zones blanches où Internet n'était pas ou peu présent, en partenariat avec les grands opérateurs ». Daniel Guillot assure qu'il n'a jamais été avisé par quiconque des premiers câblages effectués par le SIEA, sur le quartier de l'Alagnier. Il rappelle « qu'il y a une procédure très précise à respecter lors du déploiement de la fibre optique. Chaque personne intéressée par une zone, doit envoyer ses intentions de câblage à l'ensemble des opérateurs ».

■ Un projet titanesque

Le SIEA s'est donc emparé du marché, sur la demande des élus du département. D'ailleurs, 416 communes ont voté en conseil municipal pour lui transférer la compétence et la mission de la fibre optique. Et pourtant, Orange s'est positionné entre-temps, ce qui rend la pilule dure à avaler pour le syndicat. Mais l'enjeu, au-delà de la bisbille entre Orange et le syndicat, c'est le développement technologique et, de facto, économique du territoire. Le fibrage de certaines zones permet d'envisager la création de Data centers, le rapatriement des compétences informatiques sur le département, qui devient alors plus high tech' que rural.

■ **Orange : « Ça aurait pu coûter moins cher aux collectivités de mutualiser »**